

RHÔNE

LE DÉPARTEMENT

Union régionale interprofessionnelle CFDT Rhône-Alpes
1920-1982

69 J 1-66

Répertoire méthodique établi par Suzanne Vincent, stagiaire, Samuel Imache,
contractuel, et Marion Duvigneau, conservateur du patrimoine

1989-2010

ARCHIVES

INTRODUCTION

Le fonds de l'Union régionale de la CFDT (sous série 69 J), d'un volume de 3 mètres linéaires, couvre la période de 1920 à 1982.

La CFDT :

En 1919, les syndicats chrétiens sentent la nécessité d'une coordination. Ils décident de créer la CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens. Jules Zirnheld en est le premier président, poste qu'il occupera jusqu'en 1940. La CFTC regroupe, à l'origine, 321 syndicats. Si elle se réfère à l'encyclique *Rerum Novarum*, elle retient cependant le principe de l'élargissement du recrutement à tous les travailleurs acceptant d'appliquer les idéaux de la morale sociale chrétienne. La CFTC poursuit l'oeuvre des premiers syndicats, en développant les bureaux de placement, les services juridiques, les caisses d'entraide et les services sociaux. En 1920, elle contribue avec d'autres syndicats chrétiens européens à fonder la Confédération internationale des syndicats chrétiens. En France, elle fait reconnaître sa représentativité.

Le 15 mai 1936 le syndicat publie le « Plan CFTC » qui propose un salaire minimum, les allocations familiales, la réduction de la durée du travail, des logements sociaux, les conventions collectives, etc. Dans l'entre-deux-guerres, deux tendances s'affirment dans le syndicalisme : le syndicat instrument de la révolution politique ou bien le syndicat fer de lance pour transformer la société. La première se définit parfois comme révolutionnaire, la seconde est réformatrice. La première est celle de la CGT, la seconde, celle de la CFTC. Les deux confédérations s'opposent violemment en 1936. Dans une ambiance surchauffée, la CFTC défend l'indépendance syndicale et la liberté du travail. En 1937, la CFTC compte 2 000 syndicats et 400 000 adhérents.

Refusant la « Charte du travail » que l'État français cherche à imposer aux organisations syndicales, la CFTC se dissout en 1940 et entre dans la clandestinité. Dès mai 1943, elle participe au Conseil national de la Résistance et à la rédaction de son programme qui servira de base à l'État social qui se met en place dans les années qui suivent la Libération. Elle participe ainsi à la généralisation des assurances sociales, des retraites complémentaires, à la création, plus tard, de l'Unedic... En 1947, le taux de syndicalisation en France atteint 60 %. L'effectif de la CFTC est alors de 800 000 syndiqués.

En 1964, une majorité de la CFTC menée par le groupe « Reconstruction » donne naissance à la CFDT. Une réaction s'organise chez les tenants de la référence chrétienne, en particulier par la création des « équipes syndicalistes chrétiennes » et de leur journal « Rénovation ». Mais ils ne parviennent pas à stopper l'évolution qui s'achève, au Congrès de 1964, par un vote à environ 70 % en faveur de l'abandon de la référence chrétienne. 300 délégués quittent alors la salle du congrès et décident de maintenir la CFTC. Un bureau provisoire est élu dont le président est Joseph Sauty, le très charismatique leader des mineurs CFTC. Le redémarrage est difficile : la « CFTC maintenue » n'a plus ni patrimoine immobilier, ni matériel.

Début 1968 la CFDT organise des luttes locales pour protester contre les conditions de travail des salariés. C'est une période de revendications combatives sur fond de potentat des entreprises : le plein emploi et l'inflation incitent les salariés à réclamer la reconnaissance de leur participation à la croissance économique. Dès le 6 mai, la CFDT soutient la grève étudiante, comparant son combat pour la démocratie à celui des salariés en entreprise. Dans cette optique elle revendique le droit des salariés à être représentés syndicalement au sein même de leur entreprise, lieu où le mouvement syndical n'a pas légalement sa place à l'époque. À l'issue de ces combats, la CFDT obtient la reconnaissance du syndicalisme d'entreprise lors des négociations de Grenelle. Une conquête fondamentale puisqu'elle est à l'origine de la création des sections syndicales d'entreprises.

Dès 1970, la CFDT dessine les fondements de l'autogestion en entreprise : la gestion et l'organisation de l'entreprise doivent revenir aux travailleurs afin qu'ils puissent intervenir sur leurs conditions de travail. Ce principe devient l'identité même de la CFDT. En 1973, les salariés de l'entreprise Lip (fabrication de montres) à Besançon reprennent la gestion de leur entreprise. Ce conflit, animé par la CFDT, devient l'emblème de l'autogestion.

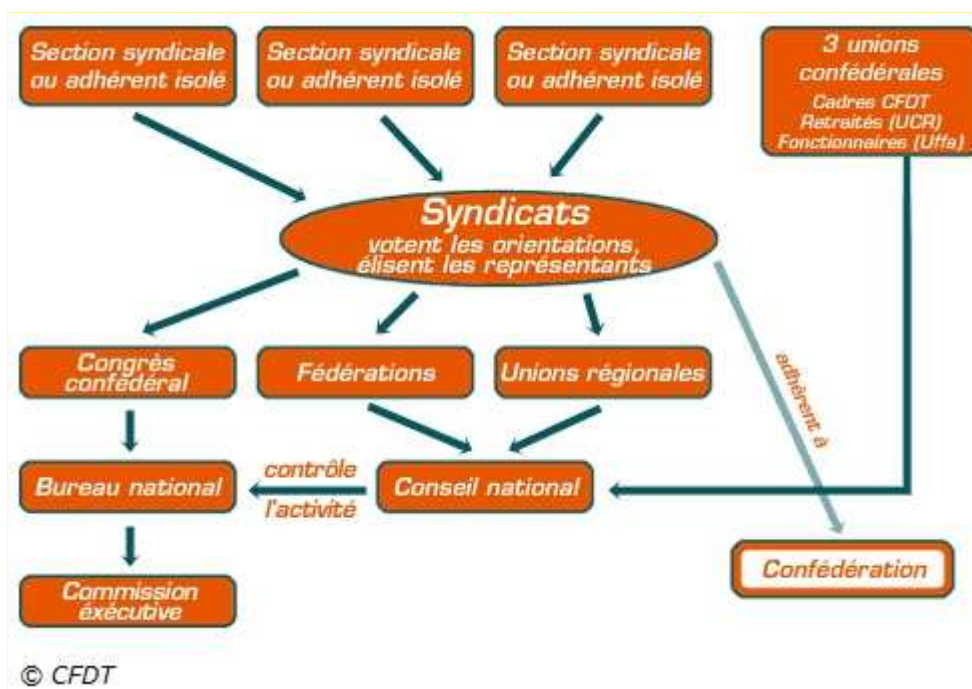
Soucieuse de participer efficacement à la consolidation de la paix, par la suppression des antagonismes nationaux et des causes de guerre, la CFTC s'est prononcée dès les années 1950 pour la réalisation d'une Europe unie. Il fallait aussi que se mette en place un outil pour une action syndicale au niveau européen. Ce sera la Confédération Européenne des Syndicats, créée en 1973, à laquelle la CFDT adhère en 1974.

À l'arrivée au pouvoir de la gauche en mai 1981, la CFDT fait part de ses revendications prioritaires au nouveau gouvernement : réduction de la durée du temps de travail, lutte contre les inégalités de salaires, accroissement du pouvoir des syndicats et des salariés dans les entreprises. Les lois Auroux de 1982 s'inspirent de ses propositions. Elles représentent des avancées significatives pour la défense des droits des salariés et ont fortement modifié le droit du travail :

- Interdiction de toute discrimination ;
- Obligation de négocier des accords collectifs dans l'entreprise sur les salaires, sur la durée et l'organisation du travail, sur l'égalité hommes – femmes ;
- Développement des institutions représentatives du personnel, création d'un droit d'expression des salariés sur les conditions de travail ;
- Création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et du droit de retrait du salarié en cas de situation de danger grave et imminent.

Au cours des années 1980, la CFDT s'implique fortement dans les combats pour la démocratie à travers le monde. Dès le début de la décennie, elle apporte un soutien de tous les instants à Solidarnosc, fédération de syndicats polonais opposé au régime totalitaire en place. A travers ses différentes actions, elle participe activement à la structuration de syndicats libres derrière le rideau de fer qui accompagneront le grand mouvement de libération des pays de l'Est.

C'est également ce souci de lutte pour les libertés qui avait poussé la CFDT au cours des deux décennies précédentes à instaurer des accords avec des organisations syndicales de pays en voie de développement comme l'UGTA, la COB de Bolivie ou la CUT du Brésil, ou encore à organiser des actions de solidarité envers les travailleurs et syndicalistes réprimés ou emprisonnés pour leurs idées au Chili et en Afrique du Sud.



Constitution du fonds :

À la fin de l'année 1986, l'Union départementale, puis l'Union régionale de CFDT du Rhône, décidèrent successivement de déposer leurs archives au service des archives départementales du Rhône. Deux contrats séparés furent signés. Les documents déposés par l'Union départementale furent cotés dans la sous série 68 J et ceux déposés par l'union régionale, dans la sous série 69 J.

Les archives de l'Union départementale et de l'Union régionale étaient stockées dans les locaux attribués par la ville au syndicat. Leur déménagement fut effectué dans des conditions qui contribuèrent à un certain mélange des documents.

Historique du classement :

Une partie des documents avait déjà été classée avant 1986 dans des boîtes d'archives par les soins de la CFDT ; l'autre partie était en vrac. Le répertoire dressé en 1989 par Suzanne Vincent, sous la direction de Marc du Pouget, conservateur, ne concernait que la partie non classée. Dans un premier temps le travail a consisté à identifier et séparer les documents émanant de l'union départementale de ceux émanant de l'union régionale. Il a par ailleurs été décidé de regrouper dans une rubrique bibliothèque les documents multi-graphiés dont la provenance ne pouvait être définie avec certitude. À l'intérieur de chaque partie, les documents ont été classés par thème et en ordre logique.

La partie du (des) fonds ainsi classée et répertoriée en 1989 représentait 144 articles. Il avait été décidé que la partie bibliothèque serait cotée en 68 J. La sous série 68 J compte ainsi 106 articles cotés de 68 J 1 à 68 J 76 pour les archives de l'UD et de 68 J 77 à 68 J 106 pour la bibliothèque ; la sous série 69 J comptait alors 38 articles.

En août 2010, un ensemble de documents en vrac a été récolé à l'occasion des 39-66, par Samuel Imache, contractuel, sous la direction de Marion Duvigneau, conservateur du patrimoine.

Sources complémentaires :

Archives de la CFDT (Paris) :

- Les archives de la CFTC jusqu'à son évolution en 1964 et celles de la CFDT.
- Les archives des fédérations.
- Des archives personnelles déposées par d'anciens responsables de l'organisation.
- Les fonds particuliers d'organisations ou d'associations proches de la CFDT (Syndicat CFDT Renault des travailleurs de l'automobile, archives de mouvements étudiants : MARC, PSA).

Archives départementales du Rhône :

- 68 J – UD-CFDT du Rhône.
- 109 J – syndicat CFDT PTT Rhône.
- 173 J – Édith Metzger, responsable CFDT d'Oullins.
- 197 J – SGEN-CFDT Sup Recherche du Rhône.
- 3632 W – cabinet du préfet du Rhône.
- 4296 W – direction zonale de défense sud-est des renseignements généraux

Archives départementales de l'Isère :

- 51 J – UD C.F.D.T de l'Isère.
- 99 J – syndicat C.F.D.T de l'Union des métaux Alpes Sud Isère, Drôme, Ardèche.

Archives départementales de la Loire :

- 19 J – UD C.F.T.C. puis C.F.D.T. de la Loire.
- 25 J – UL C.F.T.C., puis C.F.D.T. de Rive-de-Gier.
- 32 J – Papiers Paul Gaume.
- 40 J – Section C.F.D.T. Manufrance.
- 83 J – UR des syndicats de la métallurgie C.F.D.T.
- 89 J – Papiers Gaston Meynard.
- 91 J – Papiers Georges Baudenon.
- 130 J – section C.F.D.T. de Creusot-Loire Saint-Chamond.
- 136 J – Papiers Élie Jolivet.
- 169 J – Papiers Pierre Héritier.

Bibliothèque municipale de Lyon Part-Dieu

Bulletins aux responsables des syndicats et sections syndicales CFDT Région, supplément de
La Voix de la CFDT du Rhône, n° 103, mai 1986-n° 152, décembre 1989.
CFDT UD Rhône, *La Voix de la CFDT du Rhône* 1973-1977, 1984.

Orientation bibliographique :

- BRANCIARD (Michel), *Histoire de la CFDT : soixante ans d'action syndicale*, Paris : La Découverte, 1990.
- CHÉRÈQUE (François), *Qu'est-ce que la CFDT ?*, Paris : Éditions L'Archipel, 2002.
- CHÉRÈQUE (François), *Réformiste et impatient*, Paris : Éditions du Seuil, 2005.
- GEORGI (Frank), *L'Invention de la CFDT 1957-1970 : Syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*, Paris : CNRS, 1995.
- TEISSIER (Jacques), *La CFTC*, Paris : Fayard, 1987.

RÉPERTOIRE

Premier classement

- 69 J 1 Syndicats affiliés.
Affiliation des syndicats professionnels de Lyon et la région lyonnaise, 1920-1922, de la Savoie, la Haute-Savoie, l'Isère, les Hautes-Alpes, la Drôme, 1935-1937 : statuts ; composition du bureau ou du conseil d'administration par syndicat ; Union des syndicats professionnels de la région des deux Savoie : statuts ; liste des syndicats affiliés, novembre 1920 ; syndicat des métallurgistes d'Ugine : statuts ; correspondance, septembre 1923 ; association interprofessionnelle des travailleurs chrétiens de Thonon-les-Bains : statuts ; liste des administrateurs, avril 1924.
1920-1937
- 69 J 2 Locaux.
Cahier de comptes relatifs à l'administration du local, 1924-1925. Aménagement du local, 36 cours Morand, 1935-1939.
1924-1939
- 69 J 3 Organisation de la région CFDT.
Évolution du comité régional, liste du personnel, répartition des tâches, définition du travail du secrétariat, composition du bureau et du conseil, aménagement des locaux, subventions du conseil régional.
1968-1973
- 69 J 4 Documents de M. Pierre Mandel.
Notes de travail sur des affaires diverses ; dossier relatif à l'organisation d'une section d'entreprise.
1972
- 69 J 5-6 Unions départementales hors Rhône.
1956-1977
- 69 J 5 Rapports moraux.
UD de la Loire, 1956-1958 ; UD de la Drôme-Ardèche, 1958 ; UD de Haute-Savoie, 1960 ; UD du Maine-et-Loire, 1969.
1956-1969
- 69 J 6 Correspondance.
1970-1977
- 69 J 7 Unions régionales hors Rhône.
Documents divers émanant des départements de l'Aisne-Oise, 1962 ; du Roannais, 1966 ; de Paris, 1969 ; de Franche-Comté, 1973 ; de Bourgogne, 1971-1974, 1976 ; du Nord, 1973-1977 ; des Pays de Loire, 1975, 1976 ; d'Aquitaine, 1976 ; de Lorraine 1977.
1962-1977
- 69 J 8 Comité régional : circulaires.
Fonction publique, formation, problèmes de la région Rhône-Alpes, ministères de l'Intérieur, des Douanes libres, réforme hospitalière, problèmes sociaux.
1971-1973
- 69 J 9-21 Formation.
1961-1976
- 69 J 9 Circulaires sur le contenu et éventuellement l'organisation des sessions (classement chronologique et par thème des sessions). Sessions : Idéologie ; END 1 END 2 ; Formation générale, 1961.

	Organisation ; Permanents ; le capitalisme ; Formation générale, 1962 Formation générale ; Économique ; Hospitaliers ; PTT ; Week-ends régionaux formation ; Permanents ; END 2 ; Responsables syndicaux, 1963 END 2 ; Contestation et participation ; capitalisme ; CHS ; Pédagogie ; Responsables syndicaux ; Formation générale ; Formation professionnelle ; Permanents ; week-end formation ; juridique, 1965.	1961-1965
69 J 10-20	Sessions.	
69 J 10	Formation générale, 1964 ; permanents région, 1966 ; délégués du personnel, 1968 ; Formation économique, 1969-1970 END : circulaires d'information sur les sessions ; comptes-rendus de la commission régionale de formation, 1967-1969	
69 J 11	Sessions Berliet. Formation CE ; Formation générale ; APE ; Comité d'entreprise.	1971-1972
69 J 12	Cadres syndicaux, 1969, 1971-1972. ECO II : notes sur le déroulement de la session ; documents sur le capitalisme, la planification, la comptabilité nationale.	1969-1972
69 J 13	Eco II.	1972
69 J 14	Marxisme ; les travailleurs dans la société ; stage ICG Les instituts régionaux d'administration Liste des formateurs.	1972
69 J 15	Formation professionnelle.	1972
69 J 16	Week-end formation ; animateur formation générale ; droit syndical ; formation générale : sécurité dans le travail : organisation ; comptabilité.	1973
69 J 17	Marxisme ; Économique ; Formation permanente ; formation générale : Hygiène ; Hygiène et sécurité : Médecine du travail ; problèmes sociaux. Stage CIFFA : présentation.	1973
69 J 18	Conduite de réunions ; marxisme ; responsables syndicaux. Tableaux récapitulatifs des sessions dédommagement financier des participants aux sessions journées d'études sur les travailleurs immigrés.	1972-1974
69 J 19	Conduite de l'action ; pratiques de réunions ; CE/CCE ; END ; administrateurs d'organismes sociaux ; analyse marxiste ; week-end formation ; formation professionnelle et permanente ; animateur de formation ; formation de responsables longue durée ; études de la sécurité dans le travail.	1976
69 J 20	Formation générale. Dossier des formations pour l'année 1976.	1976
69 J 21	Formation professionnelle.	

Textes officiels ; notes de travail ; rapports ; tracts ; courrier relatif à la fonction publique et à l'éducation permanente demandes de conventions de formation professionnelle par secteur d'activité.

1972-1973

- 69 J 22-29 Région Rhône-Alpes. 1962-1980
- 69 J 22 Aménagements sur les plans économiques et urbains. 1971-1972
- 69 J 23 Emploi. 1962-1971
Études ; enquêtes statistiques.
- 69 J 24 Réforme régionale, études de la CFDT, prise de position du conseil régional Rhône-Alpes. 1969-1972
Rapports, journal officiel, articles de presse.
- 69 J 25 Conseils régionaux : ordre du jour ; comptes-rendus de réunions ; notes de travail ; documents financiers ; rapport sur l'évolution de la région CFDT, 1969-1970. Rapports du conseil national sur : la CFDT et l'inflation, 1972 ; la Caisse unique de résistance la Structure et charte financière. Comités techniques régionaux : composition, 1980
- 69 J 26 CODER, groupes de travail : convocations ; comptes-rendus. 1971-1972
Projet concernant le réseau routier national en rase campagne ; descriptif ; plans Préparation du programme régional de développement et d'équipement : rapport.
- 69 J 27 Comité économique et social. 1977-1978
Comptes-rendus de réunions, 1977-1978.
- 69 J 28 Commission économique. 1970-1972
Ordre du jour ; comptes-rendus de réunions ; notes de travail ; rapports ; documents.
- 69 J 29 La CO UR LY et la réorganisation communale, 1966-1970. Données sociologiques, démographiques et économiques et économiques de la région Rhône-Alpes. 1971-1972
- 69 J 30 Fédération générale de l'agriculture. 1965-1972
Courrier, 1965-1967 fédération générale des fonctionnaires, section régionale de la fonction publique, section fédérale des fonctionnaires du Rhône : correspondance ; comptes-rendus de réunions ; circulaires, 1971-1972.
- 69 J 31 Fédération générale des finances. 1972-1973
Statuts ; organisation ; comptes-rendus de réunions ; rapport du congrès de 1972 ; circulaires
- 69 J 32 Fédération des cheminots. 1972-1973
Correspondance ; circulaires relatives à la formation, 1972-1978. Dossier sur les transports ferroviaires en Rhône-Alpes, 1971. Dossier sur les transports urbains en région lyonnaise, 1971.

		1971-1978
69 J 33	Syndicats des services de santé et services sociaux. Courrier ; circulaire ; notes ; rapport du congrès de 1979.	1969-1979
69 J 34	Liste récapitulatives des entreprises régionales par départements et par communes, activité, raison sociale, nombre d'établissements, forme juridique, nombre de travailleurs.	1971
69 J 35	Grèves et conflits sociaux. Grève générale (1967) ; conflit de Peaugres ; conflit aux Nouvelles Galeries de Saint-Étienne ; conflit au Chalet Saint-André à Megève ; affaire Reverdy ; affaire Montaigut ; grève dans le Rhône ; grève des fonctionnaires ; conflit à la clinique mutualiste Robespierre à Saint-Étienne ; conflit Penarroya (1970-1972.).	1967-1972
69 J 36-38	Dossiers par entreprise.	1966-1982
69 J 36	Action syndicale dans le groupe CBE Alsthom (1972), la chimie (1970-1980), Rhône-Poulenc textile (1969-1982), l'entreprise SBICA (1971).	1971-1982
69 J 37	Syndx. Décentralisation de la société dans la région lyonnaise : notes ; correspondance ; rapport d'activité de la société ; rapports d'expertises émanant de Syndex.	1972
69 J 38	Rhône Poulenc Rhodiacéta. Rapport de l'IEP sur les relations direction-représentants du personnel (janvier 1966). Rhône-Poulenc : plaquettes ; documents administratifs ; comptes-rendus de comités d'établissements (1967-1972). Commissaire aux comptes (1976-1977).	1966-1977

Complément

69 J 39	Circulaires diverses.	1963
69 J 40-47	Formation. Sessions.	1972-1979
69 J 40-41	1972	
69 J 40	Formation générale. Conduites de réunions. Responsables syndicaux. Pédagogie.	
69 J 41	Droit syndical. C.H.S. Session économique. Week-end régional de formation. Responsables syndicaux. Marxisme. E.N.O.	

69 J 42-44	1974	
69 J 42	Formation générale.	
69 J 43	Analyse marxiste. Droit syndical. Conduite de l'action. Conduite de réunion. Droit syndical. Conditions de travail.	
69 J 44	E.N.O. C.N.I.P.E. C.R.A.M. Evolution économique de la région Rhône-alpes. Week-end de formation.	
69 J 45-47	1975	
69 J 45	Formation générale.	
69 J 46	Formation générale. Analyse marxiste. C.E.E./ C.E . Conduite de l'action.	
69 J 47	Conduite de réunions. E.N.O. Animateurs de formation. Longue durée. C.E.O.-I.R.E.P.E. C.N.I.P.E. F.P.E.P. C.R.A.M. A.S.S.E.D.I.C. Week-end de formation.	
69 J 48	Actions.	1979
69 J 49	Syndicats des services de santé et services sociaux.	1972-1978
69 J 50	Secteur public.	1976-1978
69 J 51	Emploi en Rhône-Alpes. Statistiques.	1977-1980
69 J 52-54	Bureau et conseil fédéral.	1977-1978
69 J 52-53	1977	
69 J 54	1978	
69 J 55-66	Supports de formation. 12 classeurs avec des cours ronéotypés.	s.d.
69 J 55	La culture et les hommes. Bibliographie de base. La bibliothèque d'entreprise. Poèmes. Psychologie et conditionnement. Les relations humaines dans l'entreprise.	
69 J 56	Histoire du mouvement ouvrier	
69 J 57	Le marxisme. Introduction au personnalisme. Introduction à la lecture.	
69 J 58	Le plan de travail. La réunion. Bases théoriques de la conduite de groupe. Contrôle de l'animateur pendant une réunion. La prise de parole. Action de masse = action de promotion collective. La psychologie du groupe. L'unité d'action dans le contexte général.	

- 69 J 59 Le système capitaliste. Le travail. Les moyens d'action de l'État sur les entreprises.
- 69 J 60 Les centrales en présence. La C.F.T.C.
- 69 J 61 Nos méthodes de formation. Notre effort éducatif. La formation dans la S.E. Entreprises et groupes capitalistes.
- 69 J 62 La justice. Le dialogue. La non-directivité chez Rogers. La personne. L'impôt.
- 69 J 63 Le syndicalisme. Le congé éducation. Histoire du syndicalisme français. Stratégie. Structures de la C.F.T.C. Le plan de travail. La section d'entreprises. Ceux qui défendent les travailleurs. Le délégué du personnel. Hygiène et sécurité.
- 69 J 64 La cotisation. Syndicat. Élections. Le guide du métallurgiste.
- 69 J 65 La conception syndicaliste marxiste-léniniste. Chronométrage et salaires. Le syndicalisme de masse. Le capitalisme. La comptabilité. L'entreprise.
- 69 J 66 Syndicats. Effectifs. Structures. Nombre de salariés par entreprises.